

Prises d'otages massives ou attaques simultanées : les nouvelles techniques d'intervention du GIGN



A l'occasion du 40e anniversaire du GIGN, Roland Môtins revient sur son expérience au sein de l'institution. Il raconte les coulisses de l'organisation, formée au départ par un simple gendarme afin de donner à la France une unité capable de maîtriser les prises d'otages. Extrait de "GIGN, 40 ans d'actions extraordinaires" (2/2).

Avec Roland Môtins

Pour résoudre les crises de demain, il faut prévoir les menaces qui évoluent avec le temps. Si l'on excepte l'affaire Mohamed Merah à Toulouse en 2012, il n'y a pas eu de crise majeure sur le territoire français depuis le détournement de l'Airbus d'Air France en 1994. Mais à l'étranger, les prises d'otages massives et les massacres de masse ont été nombreux. À chaque fois, le GIGN a analysé avec précision ce qui s'est réellement passé afin de pouvoir affronter des situations comparables.

Deux désastres récents ont marqué l'opinion internationale : les tueries de Bombay et d'Oslo.

À Bombay, en octobre 2008, dix attaques terroristes coordonnées ont lieu. Les islamistes frappent quasi simultanément la gare centrale, des hôtels, des restaurants, un centre communautaire juif ainsi que le siège de la police. Bilan : cent soixantetreize morts et des centaines de blessés.

Le 22 juillet 2011, dans le centre d'Oslo, le terroriste d'extrême droite Anders Breivik commet un attentat à la bombe avant de massacrer à l'arme automatique des adolescents réunis lors du camp d'été des Jeunes travaillistes sur l'île d'Utoya, située dans un lac à proximité de la capitale. Bilan : soixantedix-sept morts.

Dans ces deux tragédies, les autorités sont totalement dépassées par la succession des attaques. À Bombay, les forces indiennes ne savent comment intervenir à plusieurs endroits à la fois. À Oslo, le premier attentat mobilise la quasi-totalité de la police, si bien qu'au moment où les premiers appels désespérés des adolescents sont reçus, il n'y a personne pour venir les sauver. Les appels se succédant, les forces de l'ordre décident d'intervenir. Faute d'hélicoptère, elles arrivent en voiture sur le bord du lac, mais le bateau affrété prend l'eau et tombe en panne. Une heure après avoir été avertie, la police débarque enfin sur l'île où le terroriste n'oppose aucune résistance, mais il a eu le temps de massacrer des dizaines d'adolescents. La Norvège n'avait pas connu pareil traumatisme depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ces deux horribles drames poussent le GIGN à développer un nouveau concept : le « shorter battle process », ou « guerre du temps ». En cas de prises d'otages massives ou d'attaques simultanées, il faut « raccourcir la bataille » afin de sauver un maximum de gens. Le général Thierry Orosco, commandant du GIGN depuis le 30 mars 2011, résume ainsi la situation : « Face à une situation qui nous échappe, on ne peut rester les deux pieds dans le même sabot. Nous devons pouvoir offrir une solution immédiate et intervenir dans des délais très restreints. On ne peut pas dire aux responsables politiques : attendez un peu qu'on installe notre état-major bien organisé et qu'on comprenne ce qui se passe. Si le contexte l'oblige, notre mode d'action doit être : on arrive et on intervient (1). »

Depuis les drames de Bombay et d'Oslo, à la caserne Pasquier de Satory, on invente le contre-terrorisme de demain. Comment réagir si des bombes explosent simultanément en plusieurs endroits de la capitale française pendant que des hôtels sont pris d'assaut par des terroristes lourdement armés ? Que faire si des dizaines d'otages sont séquestrés en des lieux très éloignés les uns des autres ? Le GIGN doit être capable d'intervenir de manière extrêmement rapide. « Les terroristes savent parfaitement qu'ils ne peuvent s'en sortir, explique-t-on au GIGN. Leur préoccupation est médiatique : donner le maximum d'impact à leur action. Leur problème est de savoir combien de temps ils peuvent tenir à la Une de la presse et des télévisions mondiales. On pense aujourd'hui qu'après vingt-quatre heures, les médias passent à autre chose et on entre alors dans une zone de vulnérabilité. Du coup, cela peut accélérer la liquidation des otages et le suicide collectif des terroristes. Ceux-ci ont compris que leur faiblesse, c'est de durer. Ils mèneront donc de plus en plus des opérations flash (1)... »

Aujourd'hui, le GIGN s'entraîne à agir de plus en plus vite. Gagner du temps, quelle que soit la méthode, est aussi important que de négocier ou de donner l'assaut. Lors d'une alerte, la première vague quitte la caserne Pasquier en moins de trente minutes et roule à très grande vitesse – jusqu'à deux cents kilomètres heure – vers la cible. Pour des objectifs lointains, des hélicoptères de l'armée et des Transall sont en alerte permanente sur l'aérodrome voisin de Villacoublay. Les opérationnels tiennent leurs briefings dans leur voiture par radio et, en cas de nécessité, confectionnent les explosifs en roulant. Dans certaines situations d'urgence, type massacres de Bombay ou de l'île d'Utoya, la première vague doit intervenir dès son arrivée. Elle est rejointe rapidement par d'autres hommes lourdement armés. Dans le langage d'aujourd'hui, on appelle cela un Plan d'Action Immédiat (PAI). Le pouvoir politique étant le seul à pouvoir donner le feu vert pour une action d'envergure, des moyens de communication exceptionnels ont été mis au point, comme un système de visioconférence mobile permettant de réunir en mode secret-défense le président de la République, la cellule de crise du ministère de l'Intérieur et le commandant du GIGN. En cas de POM, le GIGN est capable de neutraliser plusieurs dizaines de terroristes impliqués dans des actions massives et simultanées.

Pour contrer les menaces les plus graves, l'unité est préparée à cinq types de mission qui portent chacun un nom : Piratair (détournement d'avion), Piratmer (détournement ou attaque de navire), Piratome (attaque nucléaire), Piratox (attaque chimique ou biologique), Piratext (prise d'otages de ressortissants français à l'étranger). Pour les actes de terrorisme n'entrant pas dans ces catégories, le GIGN (gendarmerie) et le Raid (police) interviennent en fonction de l'endroit où se déroule la tragédie. En théorie, le GIGN s'occupe des zones rurales et le Raid des zones urbaines.

À l'étranger, la dernière grande prise d'otages a lieu le 16 janvier 2013 sur le site gazier d'In Amenas dans le Sahara algérien. Cette opération a été préparée minutieusement par un groupe islamiste composé d'une quarantaine de terroristes puissamment armés qui veulent que la France mette fin à sa guerre dans le nord du Mali. Arrivés en 4x4, ils prennent d'assaut la « zone de vie » de l'énorme gisement où se trouvent plus de huit cents employés, dont de nombreux Européens. Les forces spéciales algériennes interviennent les 17 et 19 janvier. Elles réussissent à neutraliser les terroristes, mais une quarantaine d'otages périssent dans des conditions qui demeurent encore obscures.

Cette tragédie a marqué les esprits parce que la France était visée, parce que le nombre d'otages était important et qu'il y a eu de nombreuses victimes. Comment le GIGN aurait-il réagi en pareille situation ? Il est difficile de le dire, car l'unité ne se trouvait pas sur place. Il est certain que son action aurait été axée dans le seul but d'essayer de sauver la totalité des otages.

Pour lutter efficacement contre le terrorisme international, les groupes d'intervention du monde entier doivent coopérer entre eux. Chaque semaine, des représentants de forces spéciales étrangères se rendent à Satory pour échanger avec les supergendarmes français. Le réseau Atlas réunit depuis 2001 toutes les forces d'intervention des pays de l'Union européenne, plus la Suisse et la Norvège. Leurs dirigeants renforcent la coopération entre les trente-six unités européennes spécialisées. Si les Américains restent distants, d'autres nationalités font régulièrement le déplacement à Satory en dehors de toute considération politique. Le GIGN reconnaît que certaines unités sont mieux entraînées que d'autres, comme les Israéliens du Yamam, les Algériens du Détachement spécial d'intervention (DSI) ou les Russes des groupes Alpha et Vypmel. En Europe, des liens étroits existent entre le GIGN et les groupes d'intervention belge (CGSU) et allemand (GSG9). Mais dès 1976, à l'issue de l'opération de Djibouti, puis après l'assaut contre l'Airbus de Marignane, je suis persuadé que le GIGN est l'une des meilleures unités d'intervention du monde.

(1) Article publié dans L'Opinion, 1er juillet 2013.

Extrait de "[GIGN, 40 ans d'actions extraordinaires](#)", Roland Mòntins ([Editions Pygmalion](#)), 2013. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

